19 octobre 2006, Ottawa

Allocution devant l'Insurance Brokers Association of Ontario

Bon après-midi Mesdames et Messieurs,

Merci, Beth, de votre aimable introduction.

Et merci aux 10 000 hommes et femmes d'affaires indépendants, membres de l'Insurance Brokers Association of Ontario; les consommateurs de cette province ont accès à une vaste gamme de services liés aux assurances à des primes concurrentielles. Au sein des petites et grandes communautés, les courtiers d'assurance aident les particuliers et les entreprises à obtenir la protection et les services dont ils ont besoin lorsqu'ils présentent une réclamation. Je sais également qu'en tant que professionnels respectés au sein de vos communautés, bon nombre d'entre vous jouez également un rôle dans des entreprises locales à but lucratif, des organisations sportives et des organismes de bienfaisance (et même au sein de partis politiques). Et c'est pourquoi je suis particulièrement ravi d'être parmi vous aujourd'hui.

Pour des décideurs comme moi, l'un des plus grands défis auxquels nous sommes confrontés est de nous assurer de ne pas perdre de vue les réalités de la vie. De ne pas oublier la situation globale. Avec tous les revirements qui se produisent en politique, les pressions des médias, des bureaucrates et des groupes d'intérêts, vous pouvez vous imaginer qu'il est facile pour nous, politiciens, et particulièrement ceux sur la scène fédérale, de nous écarter de nos objectifs. Et c'est pourquoi il est important de sortir d'Ottawa et de venir à des endroits comme Niagara Falls, pour que l'on nous rappelle les questions qui touchent les contribuables canadiens et leurs familles ainsi que les valeurs qui font de notre pays une nation formidable, notamment : le travail acharné et une saine gestion des dépenses; une volonté de prendre des risques et de saisir au vol les occasions qui se présentent; un engagement à faire des études; une compréhension de l'importance de la famille et de la collectivité.

Voilà des valeurs qui ont permis de faire du Canada l'une des nations les plus prospères et les plus pacifiques de la planète. Et c'est ce dont je tiens à vous parler aujourd'hui. La performance solide et durable de l'économie canadienne, ainsi que la reviviscence de la force et de la sécurité canadiennes sur la scène nationale et internationale. Je suis très fier de dire que nous sommes en tête du G7 au chapitre de la performance économique et financière. Pour les investisseurs internationaux, notre plus important atout est l'énergie. Et c'est simple : nous sommes le seul pays démocratique et stable dont la capacité d'exportation énergétique augmente.

Comme je l'ai déjà mentionné, le Canada est une superpuissance énergétique émergente. Ce ne sont pas là de simples prétentions. Nous occupons déjà le cinquième rang mondial sur le plan de la production totale d'énergie. Le septième rang pour ce qui est de la production globale de pétrole, le troisième au chapitre de la production de gaz. Le deuxième dans la production hydroélectrique. Le premier dans la production d'uranium. C'est nous qui exportons la plus grande quantité d'énergie vers l'économie la plus forte dans le monde, les États-Unis. Nous sommes déjà le plus important fournisseur de pétrole, de gaz naturel, d'électricité et d'uranium en Amérique. L'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta, qui

possède la deuxième plus importante réserve avérée de pétrole de la planète, s'élève maintenant à plus d'un million de barils par jour, et devrait atteindre quatre millions de barils d'ici 2015.

Comme vous le savez, la sécurité énergétique préoccupe de plus en plus les pays du monde, notamment notre plus gros partenaire commercial du sud. Ses sources traditionnelles de pétrole s'assèchent ou sont menacées par l'instabilité politique. Chaque fois qu'un gouvernement quelque part se soustrait arbitrairement à ses ententes sur l'exploitation des ressources, nationalise un champ de pétrole ou se sert de l'énergie comme arme politique, les réserves du Canada deviennent stables, sûres et fiables. Nous sommes une démocratie durable qui croit aux marchés libres et aux contrats exécutoires.

Cependant, la production énergétique entraîne également des responsabilités, notamment sur le plan de l'environnement. Aujourd'hui, nous déposerons au Parlement la première loi canadienne sur la qualité de l'air. Il s'agit du premier plan national à long terme visant à réglementer, à contrôler et à réduire tant la pollution atmosphérique que les émissions de gaz à effet de serre. Ce plan permettra au Canada d'être un chef de file en matière de développement énergétique propre. Et la demande pour nos ressources – pas seulement l'énergie, mais aussi la vaste richesse minérale du Bouclier canadien – ira en augmentant à mesure que les géants économiques que sont l'Inde et la Chine poursuivent leur course vers l'industrialisation.

Le potentiel de croissance économique du Canada à long terme est stupéfiant. Bien entendu, nous avons aussi des défis de taille à relever, comme les gens de cette région le savent bien. Pour les fabricants canadiens, l'industrialisation des pays asiatiques a entraîné une vive concurrence de la part des entreprises établies dans les pays à faibles salaires. C'est pourquoi il est primordial d'assurer la solidité des composantes fondamentales de notre économie. Nous avons maintenu de faibles taux d'inflation, une croissance solide et les taux de chômage les moins élevés des trois dernières décennies. Grâce à nos acquis, nous pouvons maintenant diriger notre attention vers des défis particuliers.

Le nouveau gouvernement du Canada est déterminé à exploiter nos forces économiques inhérentes avec des politiques fondées sur le bon sens. Nous sommes en train de : réduire le fardeau fiscal, cibler nos dépenses, rembourser la dette et investir dans des domaines importants comme l'éducation et l'infrastructure. Le printemps dernier, le gouvernement du Canada a présenté le neuvième budget équilibré de suite. Le mois dernier, nous avons utilisé l'excédent budgétaire de 13,2 milliards de dollars pour effectuer l'une des plus importantes réductions de la dette de l'histoire canadienne. Nous pouvons ainsi réduire nos versements d'intérêt de près de 650 millions de dollars par année, et nous sommes en voie de réduire le rapport de la dette fédérale au PIB de 35 % à 25 % d'ici sept ans. Le Canada affiche la dette nette la moins élevée des pays du G7, et presque tous ces pays se dirigent vers un endettement encore plus grand – contrairement au Canada.

J'aimerais pouvoir dire que les taux d'imposition du Canada sont aussi les plus bas parmi les pays du G7, mais en vérité, nous avons du rattrapage à faire. Notre premier budget a entamé le processus. Nous avons réduit les impôts des particuliers et des sociétés tout en maintenant un budget équilibré. Ce budget comprenait 29 mesures de réduction fiscale représentant 20 milliards de dollars sur les deux prochaines années, soit plus d'allègements

fiscaux que dans les quatre derniers budgets réunis. Comme nous l'avons promis, nous avons réduit la TPS de 7 % à 6 % le 1er juillet dernier. Tous les Canadiens et toutes les Canadiennes peuvent ainsi profiter de réductions fiscales. Nos baisses d'impôt sur le revenu permettront à plus de 650 000 Canadiennes et Canadiens à faible revenu de ne plus payer d'impôt.

Par ailleurs, nos nouveaux crédits d'impôt relatifs au transport en commun, aux programmes d'activité physique pour les enfants, aux outils des gens de métier, aux livres d'étudiants ainsi qu'aux revenus d'emploi et de pension aideront à préserver l'environnement et à améliorer la santé publique, tout en apportant un allègement fiscal dont ont besoin et méritent les usagers des transports en commun, les travailleurs, les étudiants et les personnes âgées. Dans notre budget, nous avons accéléré les réductions du taux d'imposition des sociétés qui avaient été retardées par le gouvernement précédent, diminué le taux et le seuil d'imposition des PME et procédé à l'élimination complète de la taxe fédérale sur le capital.

Grâce à toutes ces mesures, le fardeau fiscal d'Ottawa représente une part encore plus restreinte de l'économie canadienne. Sous le gouvernement précédent, les dépenses de programme fédérales ont augmenté en moyenne de 8,3 % par an au cours des cinq années avant notre arrivée au pouvoir. Cette façon de faire n'est tout simplement pas viable, et ce n'est pas le signe d'une bonne gestion de l'argent des contribuables. Nous prévoyons réduire cette proportion de moitié d'ici l'an prochain, en partie grâce aux milliards de dollars économisés en supprimant des activités non nécessaires, inefficaces ou qui n'en offraient pas pour leur argent. Ces mesures nous ont permis de faire des investissements importants dans l'infrastructure, la garde d'enfants, l'enseignement postsecondaire, la justice pénale, la défense et autres. Par exemple, nous avons créé la Prestation universelle pour la garde d'enfants. Ce programme réoriente les dépenses du gouvernement aux dépens des lobbyistes, chercheurs et prétendus experts en services de garde. Et il consacre des ressources supplémentaires aux vrais spécialistes en matière d'enfants, c'est-à-dire maman et papa.

Bref, mesdames et messieurs, le Canada est de retour : notre situation économique est la meilleure de tous les pays du G7. Mais nous ne nous arrêterons pas là. Nous allons accélérer le rythme de ce cercle vertueux. Nous continuerons de rembourser la dette. Nous continuerons de réduire les impôts des particuliers et des sociétés. Nous continuerons de bien gérer les dépenses et d'investir dans les priorités. Ces mesures rendront notre économie encore plus forte, ce qui fera du Canada une destination encore plus attrayante pour l'investissement étranger direct, investissement que nous accueillerons avec enthousiasme.

Et elles contribueront à améliorer notre prestige, notre importance et notre influence sur l'économie mondiale, ce qui sera bénéfique pour le Canada ainsi que pour le monde. Les fondations de la position enviable que nous occupons ont été jetées il y a vingt ans – lorsque l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis a été signé en 1988, menant notre pays vers la prospérité qu'il connaît aujourd'hui. Mais les répercussions sont encore plus importantes. Plusieurs d'entre vous se rappelleront l'intensité du débat sur le libre-échange cette année-là.

Une bataille épique de nature philosophique opposant ceux qui croyaient bâtir l'économie en élargissant les activités du gouvernement et ceux qui croyaient y parvenir grâce à la libéralisation des marchés. L'élection de 1988 a non seulement ratifié l'Accord de libre-échange, elle a effectivement renversé la politique du statu quo en matière économique, qui régnait au Canada depuis les années 1960. Elle a donné le signal que les Canadiennes et les Canadiens étaient prêts à soutenir la concurrence mondiale. Que nous étions prêts à mettre de l'ordre dans nos finances publiques. Et que l'État ne dépérirait pas ni ne disparaîtrait et qu'il était devenu plus ciblé et efficace.

Ce moment a été décisif pour l'histoire de notre pays et il nous a apporté les avantages dont nous bénéficions aujourd'hui. Un pays où les Canadiennes et les Canadiens sont non seulement fiers de leur pays mais aussi confiants en son avenir. Un pays où nous voulons et pouvons soutenir la concurrence des plus grandes puissances dans tous les domaines de l'activité humaine. Et nous sommes préparés à assumer un rôle de leader pour instaurer la paix et la prospérité dans les pays parmi les plus démunis, les plus instables et les plus confrontés à la violence. Nos besoins de prospérité et de sécurité, nos valeurs que sont la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit sont, selon mon gouvernement, non seulement un patrimoine que nous partageons, mais la destinée commune de l'humanité. Tout comme nous avons décidé en 1988 de travailler pour bâtir une Amérique du Nord plus sûre et plus prospère, nous devons maintenant travailler pour bâtir un monde plus stable et plus équitable.

C'est pourquoi le Canada collabore étroitement avec ses alliés démocratiques dans la lutte mondiale contre le terrorisme. C'est pourquoi il a adopté un rôle de leadership dans l'effort international pour empêcher le financement des terroristes; en fait, ces efforts seront basés à Toronto. C'est pourquoi nous investissons dans de nouvelles capacités de défense, pour veiller à ce que les Forces canadiennes disposent de l'équipement dont elles ont besoin pour collaborer avec la communauté internationale partout où l'on a besoin de nos services. C'est pourquoi au cours des cinq dernières années nos militaires, nos spécialistes du développement et nos diplomates ont participé à la mission des Nations Unies en Afghanistan, et qu'ils ont adopté un rôle de leadership dans un des pays les plus pauvres, les plus désespérés et les plus dangereux du monde, pour s'assurer qu'ils n'attaqueront jamais l'Amérique du Nord, et qu'ils deviendront sûrs, démocratiques et prospères pour tous leurs habitants.

Mesdames et messieurs, je ne suis pas convaincu que toutes les personnes présentes dans cette salle, et certainement pas tous les Canadiens, sont d'accord avec tout ce que notre gouvernement a fait ou s'est engagé à faire. Certains nous ont critiqués, par exemple, pour les différentes initiatives que nous avons entreprises pour combattre le crime, notamment pour éliminer les assignations à résidence dans le cas de crimes graves, sévir contre les courses de rue, proposer des peines d'emprisonnement obligatoires pour les infractions mettant en jeu les armes à feu, ou faire passer l'âge de consentement de 14 à 16 ans afin de protéger les adolescents contre les prédateurs sexuels.

Cette semaine, quand le ministre de la Justice, Vic Toews, a déposé une nouvelle loi sur les criminels endurcis qui accorderait aux tribunaux l'option de donner des peines d'emprisonnement de durée indéterminée aux criminels condamnés à trois reprises pour une infraction grave avec violence, l'opposition nous a accusé de ne pas respecter les droits

des criminels. Eh bien, ils ont droit à leurs opinions, mais les Canadiennes et les Canadiens nous ont demandé de protéger nos rues et notre société, et c'est ce que nous ferons. Mais en général, les commentaires que je reçois, même de ceux qui sont en désaccord avec certains aspects de notre programme, indiquent que les gens apprécient que le Canada ait enfin un gouvernement qui tient ses engagements. Cela dit bien ce que cela veut dire. Dans la lettre que m'a fait parvenir votre directeur général, Randy Carroll, pour m'inviter à prendre la parole à cette convention, il a mentionné que votre Association est extrêmement reconnaissante envers notre gouvernement pour la position qu'il a prise pendant la campagne électorale en ce qui concerne la vente de polices d'assurance par les institutions bancaires.

Je répondrais qu'il n'est pas nécessaire d'être reconnaissant. Nous avons pris un engagement et nous l'avons tenu. C'est aussi simple que cela. Et, au meilleur de notre capacité, c'est ce que les Canadiennes et les Canadiens peuvent attendre de nous, tant et aussi longtemps qu'ils nous confieront la responsabilité de diriger ce grand pays.

Merci beaucoup.

Que Dieu bénisse le Canada.